



BULLETIN D'INFORMATION

7 février 2014

2014-3

HARMONISATION À CERTAINES MESURES FISCALES FÉDÉRALES

Le présent bulletin d'information fait connaître la position du ministère des Finances et de l'Économie en ce qui a trait à certaines des mesures fiscales contenues dans la Loi n° 2 sur le plan d'action économique de 2013¹ ainsi qu'à l'égard des propositions législatives qui ont été rendues publiques par le gouvernement fédéral le 17 janvier 2014 pour empêcher que les demandes de crédit de taxe sur les intrants n'excèdent la taxe réellement payée².

Pour toute information concernant les sujets traités dans ce bulletin d'information, les personnes intéressées peuvent s'adresser au secteur du droit fiscal et des politiques locales et autochtones en composant le 418 691-2236.

Les versions française et anglaise du présent bulletin sont disponibles sur le site Internet du ministère des Finances et de l'Économie à l'adresse www.mfeg.gouv.qc.ca.

¹ L.C. 2013, c. 40.

² MINISTÈRE DES FINANCES DU CANADA, *Communiqué 2014-006 : Le ministère des Finances précise l'application de certaines règles relatives à la TPS/TVH à la suite d'une décision judiciaire*, www.fin.gc.ca/n14/14-006-fra.asp.

1. HARMONISATION À CERTAINES MESURES CONTENUES DANS LA LOI N° 2 SUR LE PLAN D'ACTION ÉCONOMIQUE DE 2013

Le 12 décembre 2013, la Loi n° 2 sur le plan d'action économique de 2013³ a été sanctionnée. Sur le plan fiscal, cette loi a essentiellement pour but de mettre en œuvre certaines des mesures annoncées dans le budget fédéral du 21 mars 2013 ainsi que la plupart des mesures proposées par le ministère des Finances du Canada au moyen du *Communiqué 2012-082* du 25 juillet 2012⁴ et du *Communiqué 2012-175* du 21 décembre 2012⁵. Elle renferme également diverses autres corrections à la législation et à la réglementation fiscales fédérales qui sont à caractère technique, de concordance ou de terminologie.

Au moyen du *Bulletin d'information 2012-6* du 21 décembre 2012, le ministère des Finances et de l'Économie a déjà fait connaître la position du Québec à l'égard des mesures fiscales contenues dans cette loi qui visent à mettre en œuvre les propositions législatives accompagnant le *Communiqué 2012-082* du 25 juillet 2012. Pour sa part, le *Bulletin d'information 2013-7* du 11 juillet 2013 a fait état des décisions d'harmonisation ou de non-harmonisation du régime fiscal québécois aux mesures contenues dans le budget fédéral du 21 mars 2013.

S'ajouteront à la liste des mesures déjà retenues aux fins d'intégration dans la législation et la réglementation fiscales québécoises certaines des modifications législatives ou réglementaires contenues dans la Loi n° 2 sur le plan d'action économique de 2013 qui découlent du *Communiqué 2012-175* du 21 décembre 2012 ou qui sont de nature purement technique, de concordance ou de terminologie. Sauf indication contraire, les modifications qui seront apportées au régime d'imposition québécois seront applicables aux mêmes dates que celles retenues pour l'application des mesures fédérales auxquelles elles s'harmonisent.

Plus précisément, la législation et la réglementation fiscales québécoises seront modifiées pour y intégrer, en les adaptant en fonction de leurs principes généraux, les mesures fédérales relatives :

- à la suppression d'un renvoi aux règles d'allègement transitoire concernant le revenu que tire le propriétaire d'une entreprise (3)⁶;
- à la détermination de la nature de certains biens (6(2));
- aux corrections des versions anglaises du paragraphe 20(8), du sous-alinéa 28(1)a)(ii), du paragraphe 40(2) et du paragraphe 157(1.5) de la Loi de l'impôt sur le revenu⁷ (11(5), 13, 19(1), 69(1) et 69(2));

³ Voir la note 1.

⁴ MINISTÈRE DES FINANCES DU CANADA, *Communiqué 2012-082 : Le gouvernement Harper rend publiques des propositions législatives afin de renforcer l'équité fiscale pour les Canadiens*, www.fin.gc.ca/n12/12-082-fra.asp.

⁵ MINISTÈRE DES FINANCES DU CANADA, *Communiqué 2012-175 : Le gouvernement Harper publie, aux fins de consultation, des modifications techniques relatives à l'impôt sur le revenu*, www.fin.gc.ca/n12/12-175-fra.asp.

⁶ Les références entre parenthèses correspondent au numéro des dispositions de la Loi n° 2 sur le plan d'action économique de 2013.

⁷ L.R.C., 1985, c. 1, 5^e suppl.

- à l'abrogation de la présomption visant le revenu au 31 décembre 1995 (15);
- au revenu d'un associé qui est une société (16);
- à l'abrogation de dispositions relatives aux compagnies de chemin de fer (17 et 102(3));
- aux entités intermédiaires (22(4));
- aux modifications concernant les dispositions relatives au dépouillement de gains en capital (24);
- au remplacement de l'expression « région urbaine » par l'expression « centre de population » aux fins de l'exemption pour frais de repas et de divertissements (33);
- aux modifications ayant trait à la liquidation d'une filiale (40);
- aux modifications concernant les fiducies non résidentes (42);
- aux associés d'une société de personnes réputés exploiter une entreprise au Canada (43);
- à la modification à la formule figurant à la définition de l'expression « perte agricole » (47(3));
- aux modifications à la formule figurant à la définition de l'expression « revenu de société de personnes déterminé » au paragraphe 125(7) de la Loi de l'impôt sur le revenu (55);
- au calcul du revenu imposable modifié pour l'application de l'impôt minimum de remplacement, étant entendu qu'un particulier pourra, pour l'application du régime fiscal québécois, effectuer un choix distinct de celui qu'il aura fait pour l'application du régime fiscal fédéral et que ce choix devra être fait avant le 90^e jour suivant la date de la sanction du projet de loi intégrant cette mesure dans la législation fiscale québécoise (60);
- aux paiements au titre d'actions par les caisses d'épargne et de crédit (62);
- aux biens évalués à la valeur du marché aux fins du calcul de la participation notable dans une société (63);
- au redressement de contreparties payées ou à payer à une société résidant au Canada pour la fourniture d'une garantie pour le remboursement total ou partiel d'une somme due par une personne non résidente (88);
- au remplacement de l'expression « région urbaine » par l'expression « centre de population » pour l'application de la définition du terme « automobile » (89(3));
- aux modifications aux règles concernant les biens locatifs et les biens énergétiques déterminés pour les sociétés de personnes (100(11) à 100(14));
- à la modification de la définition de l'expression « coût brut » prévue à l'article 5204 du Règlement de l'impôt sur le revenu⁸ (110);

⁸ C.R.C., c. 945.

- à l'ajout de distributions visées pour l'application de la règle sur les dispositions d'actions de l'étranger énoncée à l'article 86.1 de la Loi de l'impôt sur le revenu (111);
- aux frais liés aux énergies renouvelables et à l'économie d'énergie au Canada (114).

Par ailleurs, certaines mesures n'ont pas été retenues parce qu'elles ne correspondent pas aux caractéristiques du régime d'imposition québécois, ou encore parce que ce dernier est satisfaisant ou ne contient pas de dispositions analogues. Il s'agit des mesures relatives :

- au remplacement de la version anglaise de l'alinéa 44(7)c) de la Loi de l'impôt sur le revenu (20);
- à l'abrogation d'un renvoi aux créances irrécouvrables au sous-alinéa 50(1)b)(i) de la Loi de l'impôt sur le revenu (21);
- à l'étalement de l'imposition de certaines prestations gouvernementales (25(2) et 25(3));
- à la déduction d'une somme remboursée par un contribuable au titre d'une bourse d'études ou de perfectionnement ou d'une subvention de recherches ou d'une récompense couronnant une œuvre remarquable (26);
- à la déduction d'une pension alimentaire (27 à 29);
- aux frais accessoires obligatoires admissibles au crédit d'impôt pour frais de scolarité (50);
- à la prestation fiscale canadienne pour enfants (52 et 53);
- à la définition de l'expression « aide non gouvernementale » figurant au paragraphe 127(9) de la Loi de l'impôt sur le revenu (57(1));
- à la définition de l'expression « société admissible » pour l'application du crédit d'impôt à l'investissement (58);
- à une société coopérative réputée ne pas être une société privée (61);
- aux règles anti-évitement applicables à l'égard des comptes d'épargne libre d'impôt, des fonds enregistrés de revenu de retraite et des régimes enregistrés d'épargne-retraite (74 à 79 et 107 à 109);
- à l'impôt de succursale de la partie XIV de la Loi de l'impôt sur le revenu (84);
- à la communication de renseignements (85, 87, 104, 105 et 112);
- à la modification d'un renvoi dans la définition d'un titre visé pour l'application de l'impôt des non-résidents (99);
- aux organisations internationales visées pour l'application du crédit pour impôt étranger (115).

2. HARMONISATION AU COMMUNIQUÉ 2014-006 DU 17 JANVIER 2014

Le 17 janvier 2014, le ministère des Finances du Canada a rendu publiques par voie de communiqué des propositions législatives concernant la Loi sur la taxe d'accise⁹ pour préciser, à la suite d'une décision judiciaire, l'application de certaines règles relatives à la taxe sur les produits et services et à la taxe de vente harmonisée (TPS/TVH) de façon à empêcher que les demandes de crédits de taxe sur les intrants (CTI) n'excèdent la taxe réellement payée¹⁰.

Étant donné que le régime de la taxe de vente du Québec (TVQ) est harmonisé à celui de la TPS/TVH en ce qui a trait aux dispositions législatives visées par les modifications proposées pour empêcher les demandes de CTI au titre d'un montant de taxe déjà recouvré auprès d'un fournisseur, il est nécessaire d'apporter les mêmes précisions dans le régime de taxation québécois, qui sera modifié en conséquence.

Toutefois, les modifications proposées dans le communiqué fédéral relativement aux importateurs ne seront pas retenues dans le régime de la TVQ, puisque ce dernier ne comporte pas de dispositions législatives correspondant à celles visées par ces modifications.

Les modifications retenues dans le régime de la TVQ ne seront adoptées qu'après la sanction de toute loi donnant suite au communiqué fédéral, en tenant compte des modifications techniques qui pourront y être apportées avant la sanction. Elles s'appliqueront aux mêmes dates que celles retenues pour l'application des modifications fédérales auxquelles elles s'harmonisent.

⁹ L.R.C., 1985, c. E-15.

¹⁰ Voir la note 2.